

ARRETE N ° 2023/007

portant autorisation d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique

Le Maire de la Commune de MONTAGNY,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28 et L. 2542-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DRSU/BR/A2017/83 du 01 mars 2017 portant règlement permanent de la police des débits de boissons dans le département de la Savoie et notamment ses articles 1, 2 et 8 ;

VU la demande présentée par l'AS MONTAGNY FOOTBALL en date du 07 mars 2023,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'AS MONTAGNY FOOTBALL – Chef-lieu– 73350 MONTAGNY, représentée par Monsieur Raphaël VOLVET, Président de l'Association, demeurant à MONTAGNY (Savoie), est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire du samedi 11 mars 2023 à 19H00 au dimanche 12 mars 2023 à 01H00 à l'occasion d'un concours de belote.

**ARTICLE 2** : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (horaires d'ouverture, protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique ...) et notamment celles de l'arrêté préfectoral n° DSRU/BR/A2017/83 du 01 mars 2017 susvisé.

**ARTICLE 3** : À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes 1 et 3 définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

**ARTICLE 4** : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et en tous lieux habituellement réservés à cet effet, notifié à l'exploitant demandant l'autorisation et adressé en copie à la préfecture ainsi qu'aux services de police ou de gendarmerie concernés.

Fait à MONTAGNY, le 10 MAR. 2023

Certifié exécutoire compte tenu de la publication le  
Et de son envoi en Sous-préfecture le

Le Maire,

10 MAR. 2023

10 MAR. 2023



Roland DRAVET



PESSEZ Pascal adjoint au maire